

POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

**INTERVENTION DE DIDIER LE RESTE
À CLERMONT-FERRAND LE 3 MARS 2012**

Mesdames, Messieurs,

Cher Amis, Chers Camarades

Au nom de la CONVERGENCE NATIONALE RAIL, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'être présents aujourd'hui à Clermont-Ferrand. Nous nous retrouvons dans le cadre d'une initiative publique qui se veut être la caisse de résonance des actions, des luttes convergentes des associations, des comités, des collectifs d'usagers, des syndicats de cheminots, d'élus, de la population dans le but de défendre, promouvoir et développer un Service Public ferroviaire de qualité, tant pour ce qui concerne le transport de voyageurs que celui des marchandises.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades, avant d'aller plus loin, je voudrais au nom de notre association, adresser un merci particulier à celles et ceux d'entre vous qui viennent de loin et pour d'autres qui, faute d'autres moyens, sont venus ici en bus ou en voitures particulières !

Au stade des remerciements, je veux aussi en exprimer vis-à-vis des structures locales et régionales de la CGT, que ce soit l'UD CGT du Puy-de-Dôme et le secteur CGT des cheminots de la région Auvergne-Nivernais pour l'aide qu'ils nous apportent sur les questions matérielles, logistiques, mais aussi politiques.

Je souhaite signaler la présence parmi nous, et que nous apprécions, d'**Eric AUBIN**, de la direction confédérale CGT, de **Bernard Defaix**, Président de la Convergence Nationale des Collectifs de défense et de développement des Services Publics, de **Gilbert Garrel**, Secrétaire Général de la Fédération CGT des cheminots, d'**André Chastaigne**, député PCF, élu régional.

Pour clore cette séquence, je tiens à vous informer que plusieurs associations, tout en soutenant notre initiative, se sont excusées de ne pas être présentes, et ce pour diverses raisons : éloignement, période de congés scolaires, contexte des élections politiques... Nous avons également reçu des témoignages écrits d'élus nous encourageant dans notre démarche.

Au regard de l'accélération des politiques de déstructuration du Service Public, nous subissons de plus en plus une dégradation du service rendu au quotidien dans le transport ferroviaire, atténuée quand même par les compétences, l'investissement et l'expertise du monde cheminot.

La presse se fait l'écho tous les jours des conséquences de cette dégradation et du mécontentement qu'elle génère, tant chez les usagers que chez les cheminots, mais aussi chez les élus qui ont la responsabilité des transports dans les régions.

Le changement de service à la SNCF le 11 décembre dernier, où 85% des horaires ont été modifiés, avec la mise en œuvre progressive du Cadencement des Circulations, en a été la douloureuse illustration.

La SNCF en a profité pour supprimer des arrêts, des trains, désorganiser des correspondances et n'a pas hésité, avec l'accord de Sarkozy, pour compléter le tout, à augmenter ses tarifs de 3,2 % au 1^{er} janvier 2012, au moment même où l'Etat tapait dans la caisse en prélevant 233 millions d'euros, et où la SNCF présentait des excédents budgétaires pour l'exercice 2011.

Face à cette situation de plus en plus mal acceptée, nombre d'usagers, de citoyens, d'élus se mobilisent, dont la plupart par l'intermédiaire d'associations, de collectifs et autres comités pluralistes afin de s'opposer aux mauvais coups et exiger une autre politique publique de transport de voyageurs et de marchandises.

Que ce soit pour défendre une ligne, un arrêt, un train, l'ouverture d'une gare, le maintien d'un site en activité comme les triages ou pour obtenir de meilleures conditions de transport autour des questions d'horaires, de tarification, de confort, de régularité, de sécurité, de sûreté, toutes ces actions s'opposent à ces choix politiques libéraux qui privilégient le business, la logique comptable, la rentabilité financière au détriment de la réponse aux besoins du plus grand nombre, de l'intérêt général et des missions de Service Public.

Cette implication citoyenne plus soutenue est une bonne chose et elle peut, en convergence avec d'autres forces, bousculer la donne ! Dans nombre d'endroits sur le territoire, des luttes ont ouvert des brèches dans ces politiques de casse des biens publics, certaines sont même victorieuses et vous en êtes d'ailleurs les acteurs et les témoins privilégiés.

Cela dit, plusieurs associations et collectifs ont souhaité, il y a quelques mois, élargir et rendre plus efficace ce rapport de force, à fortiori quand pratiquement toutes les actions et autres initiatives qui se développent sur le territoire mettent en avant la notion de Service Public rendu aux usagers et utilisateurs du Rail.

C'est ainsi que sous l'impulsion de plusieurs collectifs, notre association baptisée **CONVERGENCE NATIONALE RAIL** est née le 26 novembre dernier. Cette CONVERGENCE est ouverte à tous : **usagers, cheminots, élus, syndicats, organisations politiques, associations, collectivités territoriales, citoyens !**

En complément des mouvements sociaux conduits de façon autonome à l'initiative des syndicats de salariés, il est à considérer que les actions citoyennes doivent pouvoir être coordonnées afin de peser plus fort sur les choix stratégiques en matière de service public ferroviaire, notamment vis-à-vis des décideurs politiques que sont l'Etat, le gouvernement, les préfetures et des entreprises comme la SNCF, RFF, sans oublier les Conseils Régionaux pour ce qui leur revient en matière de définition de l'offre de transport régional, notamment des TER.

Notre CONVERGENCE NATIONALE a donc vocation à donner une **PLUS VALUE** aux luttes engagées et à venir en construisant des initiatives à caractère national et/ou interrégional et en élaborant des propositions concrètes, y compris d'ordre législatif.

Contrairement à certaines associations dites « alignées », notre toile de fond, notre

boussole porte bien sur **LE SERVICE PUBLIC** qui, rappelons-le, n'est pas simplement prestataire de biens et de services, mais aussi producteur de lien social et de citoyenneté. En matière de transport, il est constitutif d'une politique d'aménagement du territoire, de développement économique et de cohésion sociale.

C'est pourquoi nous avons déjà travaillé nombre de questions sous forme de propositions et d'exigences que nous avons transmises au Ministère des Transports et à la Direction de la SNCF. Il en est ainsi, pour ne citer que les plus caractéristiques, pour :

- ✓ La mise en œuvre d'une tarification de Service Public accessible à tous ;
- ✓ L'amélioration de la qualité des infrastructures ferroviaires, notamment des lignes classiques ;
- ✓ La consistance de l'offre autour du nombre de trains, de leurs arrêts, de la question de l'ouverture des gares, du nombre de guichets ouverts, des prestations de services...
- ✓ Les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la qualité de service au quotidien autour des effectifs de cheminots, du matériel roulant...
- ✓ La relance de l'activité FRET en lien avec la politique du développement durable dans sa triple dimension sociale, économique et environnementale ;
- ✓ La non-mise en concurrence des TER que rien n'impose ;
- ✓ Le retour à l'unicité du système ferroviaire et le maintien de financements et de la maîtrise publique à la place des P.P.P. ;
- ✓ La remise en cause des directives européennes de libéralisation qui,

couplées aux politiques nationales actuelles, contribuent à dépecer, à saccager, à démanteler nos Services Publics singulièrement dans les zones rurales, dans la proximité au moment même où le président-candidat Sarkozy a le culot de déclarer qu'il faut préserver notre modèle social et protéger nos concitoyens !

Au terme de ce propos, je veux insister sur le fait que rassemblés on est plus fort, on pèse plus et que lorsque l'on est déterminé sur des enjeux de société tel que le Service Public, on peut gagner.

Cela suppose que notre CONVERGENCE grandisse et que de plus en plus de monde s'implique dans son impulsion. Il faut que l'on devienne incontournable. Aujourd'hui, après quelques mois d'existence, c'est notre première initiative publique. Malgré ce contexte compliqué, nous avons souhaité la maintenir car, comme l'a déclaré le locataire actuel de l'Elysée au sommet dit « social » du 18 janvier dernier : « Ce n'est pas parce qu'il y a des élections politiques cette année qu'il faut tout arrêter ! »

Pour nous, c'est clair, il ne doit pas y avoir de trêve dans l'expression des exigences, y compris par l'action collective. C'est pourquoi nous entendons donner des prolongements concrets à notre initiative de ce jour.

Déjà nous allons être reçus dans quelques instants, par le bais d'une délégation représentative, par le Préfet auquel nous allons faire part du mécontentement et des revendications des usagers du Rail que vous êtes, que nous sommes !

Comme le dit souvent le grand résistant Raymond Aubrac : « Pour résister, il faut être optimiste ! » Nous sommes optimistes pour résister et pour gagner ! Et comme on dit chez les cheminots :

*Le menu est copieux, il y a du
pain sur la planche, mais*

ON A BON APPETIT !